

# Muriel Targnion, présidente d'Enodia, ex-Publifin «Pour les salaires, qu'on aille balayer sur le seuil de Sonaca ou de FN Herstal»

## LES PHRASES CLÉS

«Je trouve ça scandaleux – et d'un machisme primaire – qu'on ose me tailler anticipativement un costume.»

«Dans le rapport de la commission parlementaire. 33 recommandations nous concernaient précisément et nous en avons rempli 31 aujourd'hui.»

«Que Madame Greoli arrête de faire porter son échec électoral personnel et celui de son parti au groupe Publifin.»

## INTERVIEW

PHILIPPE COULÉE

Cette fois, ça y est. Muriel Targnion, la bourgmestre réélue de Verviers, devait impérativement avoir quitté son poste de parlementaire pour pouvoir endosser la fonction de présidente de Publifin, pardon d'Enodia.

C'est chose faite depuis ce jeudi. Elle peut donc enfin s'exprimer pleinement investie de sa nouvelle fonction. Et elle a choisi de le faire dans les pages de L'Echo. Sans détour, tant les rumeurs fusent pour l'instant.

**Vous avez choisi de relever le défi de reprendre la présidence d'une structure qui, depuis deux ans, n'a été épargnée ni par vos pairs du Parlement wallon, ni par le gouvernement ni par les médias. Même pas peur?**

Non, absolument pas. C'est vrai que je peux paraître kamikaze. Mais je ne suis pas naïve sur les risques et les enjeux. Et c'est avant tout le sens des responsabilités qui me motive à reprendre le flambeau. Il s'agit d'une intercommunale, je le rappelle. Derrière Enodia, il y a des communes qui sont responsables et donc des élus qui sont directement

concernés par la manière de fonctionner de cette structure. La deuxième raison qui me motive à reprendre la présidence est que cette institution gère directement ou indirectement la plus grosse partie du monde économique de la province de Liège. À ce titre, c'est un levier capital en termes d'emploi et d'influence politique pour ma ville et sa région.

**On vous qualifie de proche de Stéphane Moreau. Certains ont même parlé d'exécutant(e) ou de pièce rapportée. Une réaction?**

Je trouve ça scandaleux – et d'un machisme

primaire – qu'on ose me tailler anticipativement ce genre de costume unisexe. C'est le genre d'affirmation qu'on oserait difficilement tenir si un homme était à ma place. D'autre part, concernant la sélection proprement dite, Stéphane Moreau a appris ma désignation par surprise, comme tout le monde, au terme d'une négociation en couple du parti dont l'issue était tout sauf couverte de fil blanc. Le mandat revenait en effet, dans le respect de la clé de Dhondt, à un mandataire communal du PS; mais il n'était écrit nulle part que c'est finalement une Verwiétoise qui serait désignée. Au-delà de ce factuel que certains se sont déjà permis de réécrire avant même que je sois effectivement en place, je tiens à répéter que j'apporte et continuerai à apporter tout mon soutien au management actuel, tant Stéphane Moreau que Jos Donvil ou Gil Simon. Je rappelle que ce management qu'on jette aux orties a créé 900 emplois net et environ un milliard d'euros de valeur ajoutée. Et ce n'est pas Muriel Targnion qui le sort de son chapeau, ce sont les constats chiffrés des analystes de chez McKinsey et des professeurs d'université qui ont été sollicités par le gouvernement wallon pour mettre à plat le modèle économique de Publifin.

**Vous connaissez l'échevine ansoise Nathalie Dubois, qui occupera la place laissée vacante par Hassan Boussetta, non réélu, au sein du CA?**

Je ne la connais pas personnellement, non. Je l'ai rencontrée pour la première fois mardi dernier. Et je vous rappelle au passage que tous les conseils d'administration des intercommunales seront renouvelés en juin prochain en fonction des nouveaux rapports de force politiques qui sortiront à l'issue des dernières élections communales et régionales.

**Vous étiez déjà, depuis mars 2017, administrateur de la structure provinciale que vous présidez désormais. Vous en connaissez donc bien tous les rouages...**

Je tiens d'abord à préciser que le conseil d'administration en place au moment du scandale des comités de secteur s'est finalement senti responsable des décisions prises en démissionnant. Cette démission collégiale a donc obligé à nommer rapidement un nouveau CA. C'est à ce moment que je suis arrivée. Et depuis mars 2017, on a eu pas moins de 45 conseils d'administration, durant en moyenne trois heures chacun. J'ai choisi de m'investir gratuitement à l'époque.

**Quelles sont selon vous les faiblesses actuelles d'Enodia pour poursuivre sa croissance?**

Il faut que la tutelle politique, qui a fixé les nouvelles dispositions légales qui cadrent notre manière de travailler à l'avenir, nous

permette de continuer à fonctionner dans un marché où la compétition est de mise. Nous devons pouvoir, vu la concurrence qui prévaut dans la sphère privée où Nethys opère, continuer à travailler en toute confidentialité. Dans le seul intérêt économique du groupe, s'entend. Le véritable point faible est que nous ne pouvons pas tout mettre sur la place publique si on doit passer par un vote chaque fois qu'une opération stratégique est sur la table. Dans certains secteurs, nous allons sans doute devoir diminuer nos participations pour ne pas dépasser la barre des 50% de part publique et pouvoir agir en toute discrétion.

**Vous avez déjà listé quelques chantiers prioritaires que vous mettez à l'ordre du jour de la prochaine réunion du conseil d'administration remanié?**

On doit surtout consolider le périmètre de l'intercommunale. Vendre ce qui doit l'être et garder ce qui doit l'être pour devenir plus fort, financièrement et industriellement. Avant-hier, le Groupe L'Avenir a voté pour rester dans Nethys. Nous allons rapidement investir et actionner un travail important pour dynamiser ce pôle de presse écrite et l'intégrer dans l'offre télécom de Nethys. Je voudrais ajouter que je ne suis pas étrangère à la discussion sur le format choisi, le demi-berlinois. Je travaille dans l'ombre sur ce dossier depuis 15 jours.

**Quels rapports comptez-vous établir avec la ou le futur ministre de tutelle, au lendemain des élections de mai?**

Je veux absolument lancer dès aujourd'hui un appel à tous les politiques: il faut un apaisement de fond. Je souhaite et ferai en sorte d'installer un dialogue constructif avec le gouvernement wallon – et principalement avec la ministre de tutelle actuelle et son successeur.

Je demande surtout à certains membres du cdH liégeois, et plus particulièrement à Madame Greoli, d'arrêter de faire porter son

échec électoral personnel et celui de son parti au groupe Publifin. Qu'elle cesse, par voie de presse, de me faire la leçon alors que la présidente de la Fédération liégeoise du cdH, Vinciane Pirmolin, était membre des comités de secteur et est restée présidente du cdH liégeois.

Les comités de secteur, c'était un scandale et une erreur magistrale, d'ailleurs les responsables sont tous tombés. Trop souvent encore on tente de faire expier cette faute originelle au management de Nethys, qui y est pourtant totalement étranger. Les citoyens ont d'ailleurs reconduit comme bourgmestres ou échevins, tous partis confondus, des anciens membres des comités de secteur. Il faut donc arrêter de chercher des boucs émissaires ou des victimes

expiatoires.

À l'ensemble des parlementaires, tous partis confondus, je voudrais dire que je suis prête à rencontrer tous les chefs de file pour leur parler du projet du groupe. Mais je demande à certains qui en font leur fonds de commerce avant élection d'arrêter de salir Enodia à des fins purement populistes. Médialement, c'est un filon qui marche à tous les coups; mais cela pourrait durablement l'ambiance et laisse des traces durables.

Enfin, je voudrais ajouter que dans le rapport de la commission parlementaire, appelée un peu trop souvent Publifin, 33 recommandations nous concernaient précisément et nous en avons rempli 31 aujourd'hui. Nous avons donc toujours eu le souci de respecter l'important travail réalisé par les parlementaires, quoi qu'ils affirment par voie de presse. En contrepartie, eux pourraient respecter le nôtre.

**Et avec les forces vives locales, toutes couleurs politiques confondues, y aura-t-il une union sacrée liégeoise que vous allez cultiver?**

Elle n'a pas cessé d'exister. Le seul problème actuellement, c'est le cdH liégeois: depuis son revers électoral local cuisant, il applique la politique de la chaise vide en n'envoyant plus aucun représentant chez Enodia/Publifin alors qu'il y est statutairement obligé. Qu'est-ce qui justifie, hormis ce résultat électoral, cet abandon de poste soudain?

**Que pensez-vous, en tant que présidente, des salaires des cadres de la structure que vous chapeautez aujourd'hui, et plus précisément de celui de Stéphane Moreau, dont on a abondamment parlé dans la presse. Cohérent? À corriger?**

Tout ça est très clair: nous respectons les décrets wallons, dont les obligations en matière de limitations de salaires. Tous les salaires, y compris celui de Stéphane Moreau, respectent ces décrets. Et qu'on ne vienne pas dire que ce qu'on diminue d'un côté, on l'augmente de l'autre. Il n'y a rien à côté: la loi est d'ailleurs très claire à ce sujet.

Par contre, qu'on aille balayer devant le seuil des autres: le 3 juillet dernier, le gouvernement wallon a accordé une dérogation à FN Herstal et à Sonaca pour que ces struc-

tures publiques wallonnes puissent continuer à octroyer à leur dirigeant un salaire d'un million d'euros. Ça, contrairement au costume qu'on taille à Stéphane Moreau, on en parle bien rarement en haut lieu.

## CV EXPRESS

Née à Verviers en 1971.

Licence en sciences politiques à l'UCL (1993).

Députée (PS) au Parlement wallon (2009-2014), sénatrice (2010-2014) puis députée à la Fédération Wallonie-Bruxelles depuis 2014 jusqu'à ce jeudi.

Conseillère communale (PS) depuis 2000.

Bourgmestre de Verviers depuis octobre 2015. Reconnue en décembre 2018.